

Violer les droits des travailleurs est une menace pour la paix.

Le Bureau International de la Paix (BIP/IPB) a toujours considéré le respect des droits humains et des droits des travailleurs comme des piliers essentiels pour la paix dans nos nations. Violer ces droits fondamentaux, c'est ouvrir les vannes pour affaiblir la paix, la démocratie et la justice sociale. Supprimer la liberté d'expression, de protestation, d'association, c'est faire pencher la balance encore davantage vers l'autoritarisme et le pouvoir brutal et sans contrôle des employeurs.

S'il existait une Horloge de l'Apocalypse pour les droits de l'homme et des travailleurs, elle se serait rapprochée de minuit avec la publication de l'Indice mondial des droits de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) 2020.

La CSI est la centrale syndicale mondiale qui représente 200 millions de syndicalistes issus des confédérations syndicales de plus de 160 pays.

Les résultats de 2020 devraient sonner l'alarme pour toute la famille pacifiste du Bureau International de la Paix (BIP).

Pour résumer les résultats de 144 pays :

- 85% des pays ont violé le droit de grève.
- 80% des pays ont violé le droit à la négociation collective.
- 56 pays ont nié ou restreint la liberté d'expression.
- dans 51 pays les travailleurs ont été exposés à la violence.
- dans 72 % des pays, les travailleurs n'ont aucun accès ou un accès restreint à la justice.
- dans 61 pays les travailleurs ont subi des arrestations ou des détentions arbitraires.

Ce rapport a été publié à un moment où on révèle que Facebook développe et commercialise de nouveaux logiciels sur le lieu de travail adaptés pour aider à l'effondrement des syndicats, à un moment où Google et Amazon s'attaquent aux personnels qui font la promotion de l'organisation syndicale. Rien qu'aux États-Unis, plus de 90 % des campagnes des organisations syndicales sont confrontées à des tactiques d'intimidation antisyndicale.

Si les syndicats et les travailleurs se voient refuser le droit de s'organiser, de négocier et de protester, c'est l'oxygène dont ils ont besoin pour vivre et respirer qui leur est refusé.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a déclaré : « L'indice mondial des droits révèle une rupture du contrat social existant entre les gouvernements et employeurs et les travailleurs. Il y a une tendance à restreindre les droits au travail par des violations de la négociation collective, à refuser le droit de grève et à écarter les travailleurs des syndicats. »

International Peace Bureau (HQ)

Marienstr. 19-20
10117 Berlin
+49 (0)30 12084549
info@ipb-office.berlin
www.ipb.org

IPB Geneva Office

Maison Internationale des Associations
15 rue des Savoises
Box 30
1205 Geneva
Switzerland

GCOMS Coordination Office

Centre Delàs d'Estudis per la Pau
C/. Erasme de Janer 8,
entresol, despatx 9,
08001 Barcelona
Spain
coordination.gcoms@ipb.org

L'IPB a joint sa voix à l'appel au rétablissement des droits et à un nouveau contrat social alors que nous sortons de la dévastation causée par la pandémie de Covid-19. Les politiques visant à rebâtir en mieux doivent renforcer le respect des droits humains et des droits des travailleurs ; sondage après sondage, les gens accordent un soutien record au mouvement syndical.

Il est temps que ce soutien soit pris en compte dans la politique des gouvernements et des entreprises. Nous disposons des instruments – depuis l'Organisation internationale du travail (OIT) jusqu'aux Nations Unies, et en particulier les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Chaque gouvernement et chaque entreprise devrait mettre en pratique des mesures de diligence raisonnable pour éliminer les conséquences négatives de leurs actions concernant les droits de la personne. Ce serait cela « rebâtir en mieux ».

Philip Jennings, co-président du Bureau International de la Paix.

Lien pour accéder à l'Indice mondial des droits de la CSI 2020 (version française) :

<https://www.ituc-csi.org/ituc-global-rights-index-2020-fr>